52e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 17 25 AVRIL 1935

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Où en est l'expérience Roosevelt. — L'écrasement des classes moyennes aux Etats-Unis. — II. Auguste Comte, directeur de conscience. — Un cas de vocation positiviste, qui échoue. — III. Centenaires dans l'Eglise catholique d'Angleterre : Bède le Vénérable, mort en 735 ; son siècle, sa vie, son œuvre ; — IV. Thomas More et John Fisher, martyrisés en 1535 ; leur vie, leur mort admirable. — V. Thomas More, auteur de l'*Utopie*, était-il communiste ? — VI. Conseils de Mgr Lavallée au sujet de l'étude dans le clergé actuel, en dépit de la pénurie des prêtres.

I

Où en est l'expérience Roosevelt, l'une des plus extraordinaires qui aient été tentées depuis bien des siècles ? Voilà ce que se demande, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars, l'un des Français qui connaissent le mieux les Etats-Unis, M. Bernard Fay. Plusieurs fois déjà nous avons essayé de résumer pour nos lecteurs les appréciations qui nous ont paru les plus solides et les mieux motivées sur la situation aux Etats-Unis. Cette fois, peut-être y verrons-nous un peu plus clair.

Notons d'abord les termes exacts du problème. En 1933 s'est close pour les Etats-Unis une période importante de l'histoire économique. Depuis 1783, — donc depuis 150 ans — ce pays pratiquait la philosophie libérale et la doctrine du laissez-faire. Il était entendu que le rôle du gouvernement devait se borner à maintenir l'égalité des chances individuelles. Il appartenait à chaque citoyen de déployer son effort comme il l'entendait. Aucune limite à l'enrichissement ne pouvait être imposée à personne. Le jeu naturel des forces économiques devait établir et sauvegarder l'équilibre social. Même l'intervention étatiste dans le soulagement de la grande plaie du chômage était considérée comme indésirable ; les secours spontanés des associations privées devaient suffire.

Or, en mars 1933, après un siècle et demi de régime d'économie purement libérale, dans des conditions aussi favorables qu'il pouvait être imaginé, le pays le plus riche du monde faisait banqueroute. Toutes ses banques étaient fermées, son activité économique arrêtée et le quart de sa population réduite à la mendicité ! Franklin Roosevelt arrive alors au pouvoir. Son élection a été triomphale ; le parti républicain est écrasé ; le peuple entier attend son salut du parti démocratique. Le parlementarisme se sent du reste impuissant et il abdique équivalemment entre les mains du Président, en lui donnant tous les pouvoirs nécessaires pour changer la valeur de la monnaie, réorganiser l'industrie, le commerce et l'agriculture. On le sait intelligent, adroit, souple et hardi tout ensemble.

Mais lui-même était bien embarrassé. Que faire ? Rien ne le préparait au rôle de dictateur. Ce qu'on attendait de lui était unique. Sans doute, il trouvait en Europe des exemples : c'est toujours du côté du vieux monde que regarde le nouveau, tantôt pour faire la même chose, tantôt pour faire tout le contraire, — car ce sont là, on le sait, les deux façons possibles d'imiter.

« Certaines nations se jetaient dans une croisade : les Russes acceptaient de souffrir indéfiniment, pourvu que le communisme leur donnât l'impression d'une ère nouvelle et procurât aux foules le sentiment du pouvoir, l'espoir du paradis terrestre. Le fascisme, par sa discipline, son idéal patriotique et technique, une sévérité moins cruelle et mieux nuancée, suivait presque le même chemin, tandis qu'en France et en Angleterre, on essayait de sauver le vieux régime libéral des échanges et du capital, tout en l'étayant d'institutions et de mesures nouvelles. »

Parmi les leçons qui se dégageaient de ces efforts dispersés, il en était une qui était évidente entre toutes : « Le communisme peut être une réussite comme religion, jusqu'ici c'est un échec économique. » Même comme religion, il se révèle comme une formidable régression, un retour à la barbarie primitive. Les Russes souffrent plus qu'aucun autre peuple civilisé accepterait de souffrir. Le fascisme lui-même, sans avoir la même férocité ni sans aboutir à des échecs aussi graves, n'avait point encore réussi à résoudre le problème ; il piétinait. Quant aux vieilles nations libérales, elles semblaient s'enfoncer lentement dans des difficultés croissantes. »

Roosevelt était donc tenu d'essayer du nouveau. Ni communisme, ni fascisme, ni libéralisme. Quoi donc alors ? Il n'en savait rien. Heureusement il avait groupé un état-major au cours de ses tournées électorales. Il résolut de donner aux hommes, aux techniciens qui s'étaient offerts à lui, les moyens de tenter leur chance. Il avait

sans doute l'arrière-pensée de les arrêter net, en cas d'insuccès. Il tâtonnait. Largement pourvu d'économistes, de théoriciens, de missionnaires et de conseillers, Roosevelt s'installa. « A son Etat-major, il donna de beaux bureaux et des secrétaires, des titres et des machines à écrire, des traitements et des sourires. Il leur donna même son intimité. Puis *il essaya.* »

Il comprit d'abord que le pays attendait quelque chose, mais qu'il fallait annoncer ce quelque chose avec assez de fracas pour réveiller les courages et provoquer un sursaut d'énergie et d'espoir dans les cœurs. L'Américain a besoin qu'on lui communique l'élan. Il lui faut du « battage » et de la « réclame ».

Roosevelt eut l'art de traiter son pays comme il convenait et comme le pays voulait être traité. « Ses experts intellectuels lui constituaient un arsenal de doctrines et de procédés. Il y puisait délicatement. Mais une fois son choix fait, il lançait ses idées et ses inventions sur le pays comme un tonnerre. »

Ainsi, il avait proclamé qu'il voulait une monnaie stable et saine. Mais, quand on lui persuada qu'il fallait dévaluer le dollar, il dénonça l'étalon-or et morigéna les peuples d'Europe qui y restaient fidèles.

Pour l'industrie, il ne craignit pas de créer un véritable dictateur et il le choisit aussi cavalier, aussi brutal qu'il lui fut possible, le général Johnson. Il s'agissait en effet de dompter toutes les résistances des grands industriels. La tentative a en somme échoué ; Johnson a offert sa démission, Roosevelt l'a acceptée et il a réservé au bouillant général un emploi très important dans l'administration, pour dissimuler sa retraite et récompenser ses services.

La méthode Roosevelt se caractérise donc ainsi : 1° prudence dans le choix des moyens, dont sa vive intelligence lui fait voir les possibilités d'efficacité, — 2° énergie énorme et presque brutale, dans la mise en œuvre du moyen choisi, — 3° facilité incroyable à renoncer et à se retourner prestement dès que l'échec est confirmé ou dès que l'opinion commence à s'émouvoir.

La situation, à son entrée en fonctions, était vraiment tragique :

« Malgré ses richesses énormes, ses ressources naturelles qui dépassaient en abondance celles de tout autre peuple civilisé, et l'opulence formidable qu'elle avait accumulée grâce à la guerre, l'Amérique se trouvait acculée à une sorte de banqueroute. Le déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture en était arrivé à un point si tragique que la machine économique s'était arrêtée. Le parti républicain, pour faciliter la tâche du producteur américain, avait élevé ses tarifs si haut que les nations étrangères avaient usé de représailles, et l'agriculture s'était vue privée de tous ses marchés extérieurs, en même temps qu'elle avait vu les prix de ses produits baisser partout et jusqu'aux Etats-Unis. Le seul remède qu'on lui avait proposé avait été des emprunts : ainsi l'agriculture s'était endettée au point d'être acculée à la faillite. D'autre part, l'industrie, sans être elle-même ruinée, s'était enrichie d'un outillage si vaste et possédait un capital si énorme que sa production dépassait les besoins du marché et que son capital dépassait toutes les possibilités de rémunération. Tandis que l'agriculture mourait de faim parce qu'elle était ruinée, l'industrie mourait de faim parce qu'elle était trop riche. Le premier point du programme Roosevelt fut de répartir à nouveau les richesses nationales. »

C'est pour cela qu'il résolut de renoncer au dollar-or. Tout son passé le détournait de cette résolution. Les circonstances l'y contraignirent. Les débiteurs ne payant plus, les créanciers ne recevaient rien ; tout le monde en pâtissait. Roosevelt diminua la valeur de l'or, pour revaloriser le travail et ses produits. Les agriculteurs purent vivre et faire face à leurs engagements. Ils payaient leurs dettes avec un dollar déprécié, mais ils les payaient ; c'était mieux que rien. Il est clair que la dévaluation de la monnaie avantage surtout les débiteurs. En un pays où les banques avaient commis régulièrement le péché de l'inflation du crédit, les dettes écrasaient les industriels agricoles (nous ne disons pas les paysans, car l'Amérique n'en a pas).

Roosevelt vit réussir son procédé. De mars à septembre 1933, la vie économique reprit partout. Un certain nombre de banques purent rouvrir.

La *dévaluation du dollar* apparut donc comme le premier point du programme. Mais si la surproduction agricole mettait constamment en péril la valeur des produits, il est clair que la dévaluation devrait se reproduire périodiquement et que la banqueroute s'ensuivrait. Le second point du programme fut donc celui que l'on préconise en France actuellement : la *limitation des cultures.* Mais pour faire accepter cette limitation, il fallut payer les agriculteurs pour les denrées qu'ils renonçaient à produire. Du coup, ils redevenaient acheteurs de produits industriels, et la circulation économique reprenait sa marche.

Troisième point du programme : jusque-là, au nom du libéralisme économique, la loi interdisait les *trusts* qui, entre 1895 et 1910, avaient cherché à dominer le marché. Roosevelt, après son dictateur Johnson, invita toutes les industries à se constituer en trusts-corporations, afin de limiter la production, de supprimer la concurrence, de fixer les prix, les règles de la répartition et de la vente.

Dans le même temps, Roosevelt exigeait le relèvement des salaires, ou leur maintien corrélativement à la diminution des heures de travail. Il y eut entre Johnson et les industriels des luttes épiques. Roosevelt s'en fit l'arbitre. Les « codes » industriels furent imposés et finirent par être mis en marche.

Restait l'affreuse plaie du chômage. Il fallut recourir à toutes sortes d'expédients. On inventa des professions nouvelles, pour les sans-travail :

« Ils s'occupaient à brûler les feuilles mortes aux carrefours des routes, à préparer des chemins nouveaux, ou, d'une façon plus paisible, le ventre

orné d'une ceinture blanche, faisaient traverser les rues aux enfants à l'heure de la sortie des écoles. D'autres institutions étaient permanentes et consacrées à une sorte de rééducation. L'exemple le plus fameux est celui des camps forestiers où des milliers de jeunes gens ont été envoyés pour replanter les arbres que l'Amérique avait coupés avec tant d'allégresse et de fierté, depuis 1650. Mais il y eut mieux encore : durant l'hiver 1933-1934, le gouvernement embaucha des équipes de jeunes artistes pour décorer les écoles, les monuments publics et jusqu'aux jardins zoologiques, en sorte que les singes eurent la joie désormais de se mouvoir au milieu d'un magnifique décor tropical. »

Ces procédés firent disparaître les plus criantes souffrances. Les mendiants devinrent moins nombreux, les vagabonds moins inquiétants dans la campagne. Cependant la reprise des affaires était encore bien insuffisante :

« De mars à juillet 1933, elle avait été rapide. D'août 1933 à février 1934, la situation se retourna et devint mauvaise. De mars 1934 au mois de mai, il y eut de nouveau une poussée favorable. Mais l'approche des élections, la répercussion des événements d'Autriche et les difficultés croissantes que rencontrait le gouvernement à faire respecter ses codes dans les industries, les restrictions dans les campagnes, semblèrent jeter le pays dans un désarroi qui rendit l'été 1934 morose et préoccupant. C'est seulement à partir de la seconde semaine de novembre que le mouvement d'amélioration reprit. Les deux derniers mois de 1934 et les premières semaines de 1935 ont été les meilleurs qu'ait connus l'économie politique des Etats-Unis, depuis 1929 [1]. »

Il n'est pas douteux qu'actuellement le président Roosevelt sente le pays avec lui. Il a fait une politique strictement nationale. Il a manœuvré le dollar à sa guise, sans se préoccuper des intérêts étrangers et uniquement pour favoriser le commerce national. L'agriculture américaine ne cherche plus les marchés étrangers, mais travaille pour le marché intérieur. L'industrie fait de même. Il ne faut pas croire en effet que la baisse du dollar ait développé les exportations. Cela aurait pu arriver si le président n'avait aussi haussé les salaires. Mais Roosevelt visait à organiser un circuit intérieur. Pour cela il fallait augmenter le pouvoir d'achat des ouvriers et des agriculteurs. Les facilités de l'exportation n'ont donc pas été ce qu'elles auraient pu être. Roosevelt se méfiait des mesures de rétorsion que les pays étrangers n'auraient pas manqué de prendre pour garantir leurs produits nationaux. Il a fait de l'économie nationale et il a eu raison. L'Angleterre a agi autrement parce que son industrie est de taille à alimenter l'univers. L'Amérique est un univers à elle-même.

Les habitudes mêmes des Américains se sont modifiées : « désormais le touriste américain voyage en Amérique, le millionnaire achète des tableaux américains, la femme du monde fait venir ses robes de New-York et la jeune fille émancipée a ses aventures au bar du coin. » Les Américains ont redécouvert leur patrie. Ils lui trouvent des charmes insoupçonnés et la lune de miel dure toujours. La capitale, les grandes villes regorgent de touristes américains. La fin de la prohibition a supprimé un cauchemar. Chacun dépense et chacun s'agite. Sous ce rapport, l'Amérique est mieux placée que nous. Elle n'a pas de voisin dangereux, n'a pas à rester sur le qui-vive; la confiance n'est pas troublée par l'anxiété du lendemain. En France l'argent ne manque pas, mais il se cache, à cause des menaces extérieures et intérieures. De là une sous-consommation que les statistiques accusent. En Amérique, Roosevelt a réussi à faire admettre que chacun doit consommer au maximum de ses moyens, afin de créer un mouvement d'affaires dont tout le monde profite. C'est pourquoi le luxe reparaît, les grandes lignes d'aviation lancent en ce moment un appareil à deux moteurs sans vibrations qui est une merveille. Les chemins de fer eux-mêmes bravent le déficit pour mettre en service un matériel luxueux. Les trains entraînés par des moteurs Diesel atteignent 160 et 180 kilomètres à l'heure. L'automne dernier, un train a parcouru en trois jours la formidable distance de Los-Angelès à New-York, alors que l'on mettait sept jours jusque-là. Les autos, rutilantes et rapides, sillonnent le pays sur des routes magnifiques, larges comme des fleuves, qui permettent à la fois de se rendre d'une ville à une autre ou de contourner les villes sans y entrer.

Par ailleurs, Roosevelt est trop avisé pour ne pas soigner sa popularité. Il sait que ce sont les journalistes qui font l'opinion ; il les invite, il se mêle à eux, répond à toutes leurs questions, cherche à leur plaire et arrive à ce résultat extraordinaire que même si l'on critique quelque point de sa politique, sa personne est unanimement respectée. Il use aussi très habilement de la radio. Chaque fois qu'un problème délicat se pose, il parle au peuple, il expose le problème, il propose une solution, il s'explique avec courtoisie et modestie, ne donnant jamais sa solution comme infaillible, mais comme un essai. Il multiplie ainsi les contacts humains, sans leur permettre d'empiéter sur ses heures de travail. Roosevelt reçoit beaucoup. Comme il est infirme, ce mouvement lui plaît, le distrait, l'instruit, lui facilite sa tâche. De son cabinet, il connaît toujours exactement l'état de l'opinion. Il veut satisfaire aux attentes de la foule. Il n'a pas hésité à frapper durement les grands banquiers contre lesquels le sentiment public était violemment monté.

A vrai dire, ses concessions aux exigences du moment ne sont peut être pas sans danger pour l'avenir. Il a tourné le dos à l'orthodoxie financière ; l'avenir dira si elle ne se vengera pas de lui et de son peuple. Ses budgets ne sont jamais

[1] Un chiffre suffira à donner la mesure de cette reprise. Les valeurs cotées en Bourse à New-York ont payé, au cours de 1934, 200 millions de dollars de dividendes de plus qu'en 1933, soit sur un total de 1.500 millions de dollars une augmentation de 14 °/°.

en équilibre. En décembre 1934, après moins de deux ans d'administration de sa part, la dette publique avait déjà passé de 23 à 28 milliards de dollars. On estime qu'en juin 1936 elle atteindra 35 milliards de dollars, soit, au taux actuel, 525 milliards de francs. Bien plus, Roosevelt ne laisse aucun espoir d'équilibre budgétaire avant de nombreuses années. Il est clair qu'il prépare une banqueroute à ses successeurs.

Et pourtant, à l'heure actuelle, il a reconquis la sympathie des potentats de la banque et de l'industrie. La reprise des affaires les a gagnés. Son organisation industrielle a permis les trusts si sévèrement défendus autrefois ; la suppression de la concurrence a diminué les frais généraux ; les industriels ont pu maintenir les salaires, tout en économisant sur les employés et en accaparant les petites industries. C'est la classe moyenne qui a le plus souffert. Les grosses fortunes deviennent plus nombreuses ; les revenus moyens perdent du volume. Ce résultat est tout à fait opposé aux intentions de Roosevelt, mais il était aussi fatal que logique :

« L'on ne voulait sacrifier ni les salaires des ouvriers, ni les bénéfices des grandes compagnies, il fallait bien que la note fût payée par une autre classe sociale : elle le fut par la petite bourgeoisie anglo-saxonne, irlandaise, allemande, celle dont les ressources étaient limitées et stables, celle qui avait placé son capital dans les fonds d'Etat américain, qui ne suivait pas de très près les fluctuations du marché, qui déjà avait été trompée par les grands banquiers de New-York. C'est elle, une fois de plus, qui ne put point manœuvrer à temps pour protéger ses intérêts comme firent les gros capitalistes, c'est elle qui ne put envoyer à Washington des avocats assez éloquents et assez adroits pour défendre sa cause ; c'est elle enfin qui, n'étant ni la masse ni la fortune, s'est trouvée prise entre les exigences des ouvriers et la diplomatie des gros patrons. »

Ainsi, le parlementarisme montre partout les mêmes tares : il n'y a que le nombre organisé, d'une part, et la grosse richesse, d'autre part, qui réussit à trouver grâce devant lui. La masse anonyme des braves gens qui ne demandent rien que la liberté du travail et la paix sociale, ne peut pas se faire respecter [1].

Les bourgeois américains se montrent actuellement singulièrement las de la démocratie parlementaire. Le grand danger pour l'avenir, c'est d'abord la banqueroute financière dans l'Etat. Il est sûr que la masse des détenteurs de rentes d'Etat appartient aux classes moyennes. Le jour où l'Etat ne pourra plus payer, cette classe achèvera de se ruiner. Mais cela n'est pas le plus grave. Les classes moyennes ont gardé le goût de la haute culture intellectuelle ; leurs enfants vont à l'Université, en sortent avec des diplômes, cherchent ensuite une situation et n'en trouvent pas. On peut encore venir en aide à un chômeur de la classe ouvrière, soit par des travaux quelque peu illusoires, soit par le système anglais de l'indemnité de chômage. Les grands industriels acceptent d'entretenir, au prix minimum, cette masse d'Américains que le progrès a voués à l'oisiveté perpétuelle ! Mais que peut-on faire d'avocats sans causes, de médecins sans malades, de musiciens sans élèves, d'ingénieurs sans usines ?

Bref, le système américain aboutit à cette conclusion : « Le problème de la prospérité économique est entièrement différent du problème du bonheur social ; à l'heure actuelle, en continuant la route où l'administration se trouve engagée, il est apparemment possible de relancer les affaires et de gagner de l'argent ; mais il n'est pas possible de garder en même temps la prospérité, le régime parlementaire et une classe moyenne. »

Le machinisme aboutit à concentrer toutes les entreprises en quelques mains. Pour que le rendement des machines ne soit pas trop coûteux, tout en maintenant les hauts salaires, il faut qu'elles obtiennent un débit formidable. Seuls les gros industriels peuvent s'équiper en conséquence ; la petite industrie est coincée. Le petit commerce est dans le même cas. Les classes moyennes sont donc écrasées. C'est en acceptant ce résultat contraire à ses prévisions et à ses desseins que Roosevelt conserve sa popularité. Il y a une équivoque dans la situation. Il a proclamé sa bonne volonté pour les classes moyennes ; elles vivent toujours sur ses promesses. Le réveil n'est pas encore complètement venu pour elles. Roosevelt cherche du reste à rassurer les petits bourgeois inquiets. « Depuis le 15 novembre 1934, ses conseillers Roper et Richberg ne tarissent point d'admonestations encourageantes et lénifiantes. »

Mais une véritable révolution est en train de s'opérer dans la mission économique des Etats-Unis. Jusqu'ici le pays était tourné vers la création, vers le progrès constant : il cherche maintenant à *conserver* les bribes de sa fortune cruellement atteinte. L'Amérique était le pays où l'on allait faire fortune ; elle est maintenant fermée aux émigrants. Elle ne songe plus qu'à organiser un circuit intérieur selon lequel tout le monde puisse jouir du bien-être. Elle a un vaste territoire, d'immenses richesses ; elle peut arriver à distribuer la fortune de façon équitable entre ses membres ; mais c'est une œuvre malaisée et complexe. Roosevelt a le sourire, il sème la confiance, c'est une grande force pour réussir ; mais on peut se demander si le problème à résoudre n'est pas au-dessus des forces d'un homme. Seul, peut-être, un courant d'enthousiasme religieux intense pourrait arriver au résultat désiré. Ce courant existe-t-il ? C'est tout le problème de demain, en Amérique et ailleurs !

[1] M. Fay fait à ce sujet une remarque qui va loin : « Telle est la raison, dit-il, qui vaut au fascisme des partisans dans tous les coins du monde. Ce despotisme d'abord répugne à tous, mais il finit par être moins pesant que le despotisme conjoint des masses avides et de l'argent égoïste. La classe moyenne trouve son refuge dans le fascisme qui, seul, est prêt à payer d'un prix honorable ces denrées que la classe moyenne possède, mais que le parlementarisme méprise : le courage et l'honnêteté. »

II

Nous venons de parler de l'enthousiasme religieux. Il est sûr que c'est la force la plus explosive que l'univers connaisse. Les hommes d'Etat qui ne le comprennent pas sont de bien médiocres psychologues. L'une des plus formidables erreurs de l'ère du machinisme a été justement celle-là : méconnaître la puissance du facteur religieux, — ou, ce qui était plus grave, transporter le machiavélisme dans le monde des affaires et se servir du sentiment religieux pour endormir les masses et les tromper dans le fonctionnement de l'économie politique et sociale. Lorsque Marx disait que la religion était l'opium du peuple, il disait une chose absurde en soi, mais malheureusement juste en ce qui concerne la place réservée à la religion dans l'évolution économique moderne.

Mais la religion qui mérite le plus d'être stigmatisée comme l'*opium du peuple* est encore la *religion communiste,* ou la *religion de la race,* selon la formule de Rosenberg, ou la *religion du Progrès,* selon la formule maçonnique française ou mexicaine.

De toute façon, ce qui se passe aujourd'hui dans toutes les parties du monde prouve à la fois la puissance du sentiment religieux et le désarroi des consciences religieuses hors de la véritable Eglise, seule capable de tenir en respect les empiétements du pouvoir civil.

Cette puissance incomparable du sentiment religieux avait été affirmée, on le sait, par le fondateur même du positivisme, Auguste Comte. On vient de publier les lettres de ce philosophe à de Blignières. C'est à propos de ces lettres que M. Régis Jolivet, directeur de l'excellente revue *Christus* [1], nous parle dans les n^{os} de février et de mars 1935, d'*Auguste Comte, Directeur de conscience et grand-prêtre de l'Humanité.*

Ce titre dont s'affublait Comte est, à première vue, étrange. Il avait proclamé la fin de l'ère théologique, et l'achèvement désormais prochain et inévitable de l'ère métaphysique. Selon lui, l'humanité est parvenue à son « troisième et dernier état » : elle entre dans l'*ère positive.* L'esprit positif, qui doit remplacer à l'avenir l'esprit théologique et l'esprit métaphysique, se caractérise par la subordination constante de l'imagination à l'observation, par l'aptitude à la prévision rationnelle des phénomènes, grâce à la découverte de leurs liaisons constantes et au dogme fondamental de l'invariabilité des lois qui régissent leurs manifestations.

Mais Comte n'entend par là proscrire que l'idée d'un Dieu supérieur et étranger à l'humanité. Il ne veut pas renoncer à la puissance incontestable du sentiment religieux. Il demeure frappé des splendides réalisations obtenues par ce qu'il appelle « cette grande conception de Dieu, » qui a réussi, pendant un temps, à mettre sur pied une sorte de « systématisation mentale. »

Le rêve du christianisme d'établir entre les hommes une immense et profonde fraternité lui semble le plus beau qui ait jamais été construit. Comte le reprend pour lui-même. Il sent qu'il faut établir une vaste communion intellectuelle entre les hommes pour arriver à en faire une vraie famille de frères. Il croit que l'*esprit positif,* qu'il incarne lui-même, sera au niveau d'une si belle tâche. Il lui donne pour mission de réunir les hommes dans la poursuite d'un même but : « On ne doit plus concevoir, écrit-il, qu'une seule science, la science humaine, ou plus exactement sociale, dont notre existence constitue à la fois le principe et le but et dans laquelle vient naturellement se fondre l'étude rationnelle du monde extérieur, au double titre d'élément nécessaire et de préambule fondamental, également indispensable quant à la méthode et quant à la doctrine... »

Comte voyait large, mais il n'avait pas le don de la clarté. Sa phrase est lourde et obscure. Il veut dire que le but de l'intelligence humaine est de constituer une science totale, qui sera la *sociologie.* Toutes les sciences inférieures tendront vers elle. Les mathématiques, les sciences naturelles ne sont que les échelons inférieurs. Par ces échelons l'esprit monte à l'autel de la science suprême : la science sociale. Mais la science sociale n'est pas seulement la science des relations entre les classes. Elle est avant tout la science de l'Humanité, comme tout organique et supérieur.

Ainsi tout l'élan mystique que les religions cultivaient dans le cœur de l'homme, l'individu humain de l'avenir devra l'éprouver pour l'Humanité en général.

Ce ne fut donc pas seulement la rencontre et la mort de Clotilde de Vaux qui orientèrent Auguste Comte vers le mysticisme. Sans doute, il n'avait pas parlé, auparavant, de religion de l'Humanité; mais, dès qu'il eut découvert, à la suite de ses relations passionnées avec Clotilde de Vaux, la puissance des forces sentimentales dans la vie humaine, dès qu'il eut compris que la vertu de la religion s'apparentait manifestement à celle de l'amour humain, la pensée devait lui venir de capter cette force irrésistible au profit de son système. Dès lors, le positivisme devait devenir une religion. Si Littré ne le comprit pas, ce fut par une étroitesse d'esprit indéniable, par une sorte de dessèchement du cœur au profit du cerveau.

La philosophie positive tendait donc, dès son premier jour, à faire de l'Humanité le dieu de l'avenir. Elle devait aboutir à cela sous peine de laisser de côté la source la plus puissante d'activité désintéressée qui existe en nous. La sociologie positive, selon Auguste Comte, prendra donc la place de la religion. Elle expliquera à l'homme ses origines et sa fin dernière. Elle le reliera au passé et à l'avenir. Elle donnera un sens à son effort. Elle s'adressera en lui à cette faculté *totalitaire* que l'Evangile appelait le cœur. Tout

[1] Revue à recommander aux catholiques instruits ; éditeur, Vitte, Lyon et Paris ; 10 n^{os} par an, 25 f.

l'homme doit être pris par son idéal, sous peine d'être divisé. Tout l'homme sera donc pris par la sociologie, qui sera, selon Comte, « une sociologie qui retrace la continuité nécessaire de tous les travaux et de toutes les pensées humaines ; elle montre à chaque individu qu'il n'existe que par le passé, qu'il tire de l'Humanité tout ce qui rend possible sa vie matérielle, intellectuelle et morale, que les morts vivent plus que les vivants »

Dans la conception de Comte, l'Humanité est comme la Providence de l'individu, la source permanente et féconde de tout bien et de tout bonheur pour les hommes.

Comte exige de ses adeptes un véritable élan mystique vers ce Grand-Etre de l'Humanité. Il rencontre une formule frappante, en cours de route. Il estime que la transformation du positivisme en religion est le seul moyen de mettre un terme à ce qu'il nomme « *l'insurrection de l'esprit contre le cœur.* »

Sans doute, il n'a pas de ce mot *cœur*, en tant qu'il l'oppose à l'esprit, une idée parfaitement nette. Il sent toutefois que le cœur est le grand réservoir de l'élan, de l'effort, du sacrifice, de l'enthousiasme, tandis que l'esprit n'est bon qu'à disséquer, analyser, critiquer, et par suite à paralyser l'action. On ne peut rien faire avec la pure raison ; il faut donner à l'homme un principe d'action et de mouvement. Il a été dit de la foi qu'elle transporte les montagnes ; on ne le dira jamais de la froide raison.

Comte veut donc mettre la main sur le cœur, en tant que source des affections altruistes qui commandent le progrès de l'Humanité. Il confond la faculté d'*évaluation*, d'*élan mystique*, d'*action* suivie et tenace qu'est le cœur, au sens évangélique, avec la puissance purement *sentimentale* des poètes. Mais cette confusion n'a pas une extrême importance pour son système. Il entend créer une religion nouvelle. Il se met courageusement à l'œuvre. Mais comment s'y prendra-t-il ? Il ne croit pouvoir mieux faire que de calquer ses institutions sur la plus haute religion du passé. Il entreprend donc de laïciser le catholicisme. Il lui emprunte la plupart de ses rites et jusqu'à ses sacrements et son calendrier, en substituant partout l'Humanité à Dieu et les grands hommes aux saints du culte catholique.

Comte comprend avant tout que la religion de l'avenir doit avoir une hiérarchie, un sacerdoce. Si la religion doit discipliner l'homme, vaincre les passions individuelles, plier tous les individus au service de la collectivité, il est indispensable qu'elle ait à sa tête une autorité spirituelle, capable d'intervenir auprès des puissances de ce monde, de retenir les uns, de gourmander les autres, d'agir tantôt par voie d'abstention tantôt par voie d'intervention, et de rappeler à tous constamment les maximes fondamentales de l'organisation nouvelle. Le catholicisme avait vu juste en plaçant au sommet de l'Eglise un Souverain Pontife. Sans unité de commandement et de direction, impossible d'arriver à l'unité de sentiment et d'action.

Naturellement, Auguste Comte prend pour lui-même le rôle indispensable de Grand-Prêtre de l'Humanité. Nul ne niera que cela lui revînt de droit : il était l'inventeur de la religion de l'avenir, il lui appartenait de diriger ses premiers pas. Cette fonction est, dit-il à M. de Blignières, un véritable pouvoir sacerdotal. Il ne doute pas que son autorité n'arrive très promptement à englober toute l'humanité civilisée. Il va jusqu'à prédire qu'avant 1860 il sera appelé à prêcher le positivisme dans la chaire de Notre-Dame à Paris.

Il n'admet pas le moins du monde que son pouvoir doive dépendre de l'élection. Il n'y a rien de démocratique dans sa conception. La divinité s'est incarnée en lui. Cette divinité n'est autre que l'Humanité. A travers toutes les vicissitudes du passé, elle cherchait sa voie, elle dirigeait l'évolution universelle. Elle a abouti avec Comte à la proclamation de son droit. C'est donc l'Humanité même en tant que supérieure à chaque individu pris isolément, qui a désigné Comte pour le poste de Grand-Prêtre, en se proclamant par sa bouche.

La première préoccupation du Grand-Prêtre est de former un sacerdoce, pour l'aider dans sa tâche. Ce sacerdoce devra connaître exactement la mission qui doit lui échoir. Les intérêts spirituels et matériels de l'Humanité vont être remis entre ses mains ; il faut qu'il soit en état de les gérer de la façon la plus efficace et la plus parfaite. « Ouvertement destinés, écrit-il, à gouverner le monde, aujourd'hui spirituellement, et bientôt temporellement, nous devons prouver notre aptitude à régler la vie humaine, en nous montrant constamment préoccupés de notre propre perfectionnement moral. Ce spectacle habituel, que tous les vrais croyants peuvent également donner, sera plus efficace pour notre cause que les prédications écrites ou verbales d'une doctrine suffisamment exposée dans des traités décisifs et des opuscules auxiliaires. »

Nous allons voir Auguste Comte appliquant ses principes à son disciple Célestin de Blignières.

Ce jeune homme était né à Paris en 1823. Il avait été l'élève de Comte lorsqu'il préparait Polytechnique, où il est reçu en 1843. Il retrouve Comte dans cette maison illustre, en qualité de professeur de mathématiques. L'impression profonde que l'enseignement de Comte avait faite sur son esprit le conduisit à devenir son disciple. Sorti de l'Ecole comme sous-lieutenant d'artillerie, de Blignières fréquenta régulièrement les réunions de la Société positiviste. Comte devint son directeur de conscience. Il prenait ce rôle très au sérieux. Quand le maître et le disciple ne pouvaient se rencontrer, ils s'écrivaient. C'est cette correspondance, — véritables lettres de direction — qui a été publiée en 1932 (Paris, Vrin).

Dès le début, on aperçoit un léger dissentiment entre le directeur et le dirigé. De Blignières es-

time que la pensée du maître a besoin d'être accommodée pour être offerte au grand public ; il voudrait rédiger un résumé du *Cours de philosophie positive,* une sorte de vulgarisation. Mais Comte estime lui que son œuvre est parfaitement claire. Il écrit, le 2 janvier 1851, à son dirigé :

« Malgré la prédilection ordinaire des jeunes lettrés pour la carrière théorique, cette existence doit convenir à fort peu d'hommes. Quoiqu'elle ait aujourd'hui un besoin urgent de dignes organes, je pense que la plupart des vocations qu'on y suppose sont illusoires. Il peut très bien arriver que vous soyez sérieusement appelé et je ne pourrai moi-même me prononcer démonstrativement là-dessus avant l'achèvement du noviciat final que vous avez si noblement commencé. Mais si votre choix définitif tombait au contraire sur la pratique, croyez qu'elle vous offrirait aussi un vaste champ de dévouement et même de talent. »

Ces lignes donnent bien l'idée du sérieux et de la conviction édifiante avec lesquels Comte pontifiait. Et cela nous fait comprendre aussi en quel état d'impopularité et d'impuissance était tenue, dès lors, la religion chrétienne. Comte en copiait les formes et les traditions, mais c'était de la même façon que le christianisme avait utilisé les colonnes des temples pour construire ses basiliques. La seule différence, — et elle était décisive, — c'est que Comte se trompait du tout au tout sur la vitalité et l'avenir du catholicisme et ne se doutait pas des puissances de résurrection qu'il gardait en son sein.

Le noviciat tel qu'il l'entend est tout ensemble une préparation intellectuelle, esthétique, morale, pratique. La formation intellectuelle consiste surtout dans la méditation assidue et prolongée des œuvres de Comte ; ses livres seront la Bible de la religion nouvelle. On y joindra l'étude des sciences, de l'histoire surtout. On ne perdra jamais de vue le but suprême : le culte de l'Humanité. C'est vers cela qu'il faudra faire tendre tout le reste.

La formation esthétique comporte surtout la connaissance des langues italienne et espagnole, afin de pouvoir lire dans le texte Dante, Arioste, Manzoni, Calderon, Cervantes. Les langues du nord ont moins d'importance. Règle capitale, — et à retenir pour nous-mêmes : — ne lisez que des chefs-d'œuvre ; « si vous lisiez des médiocrités, votre initiation esthétique avorterait. » Il a mille fois raison. Mais que penserait-il des horreurs (je parle au point de vue esthétique) que notre époque met aux mains des enfants ?

Comme préparation morale, Comte rend une fois de plus hommage au catholicisme. Il prescrit la lecture quotidienne de l'*Imitation*. Il semble qu'il ait mieux compris ce petit livre monacal que l'Evangile lui-même ! Il y trouve un admirable poème de la nature humaine, source de jouissances infinies et d'intimes progrès. Mais il recommande de corriger « l'incohérence de l'admirable production, en remplaçant partout le mot Dieu par celui d'Humanité. » (Lettre du 11 mars 1851).

Il tient beaucoup à cette formation affective qui seule peut subordonner toute l'activité de l'esprit au seul service de l'Humanité. La science n'est qu'un moyen, jamais une fin en soi. Il fait une grande place dans sa préparation morale et affective à ce qu'il appelle « la digne fréquentation du sexe affectif. » Il semble que de Blignières ait eu peu de tendance à cette fréquentation. Comte veut qu'il aille jusqu'à l'amour, sans quoi son « noviciat philosophique ne sera pas conduit jusqu'à son vrai terme normal. »

Enfin, préparation pratique, il faut en toutes choses prêcher d'exemple, « de manière à édifier les profanes sur la moralité pratique » de la foi positiviste.

De Blignières était un novice très docile et confiant. Il fut successivement en garnison à Rennes et à Douai. Quand il venait à Paris, c'était pour aller faire à Comte ses confidences les plus intimes. Il avait une conduite irréprochable. Comte le poussait à cultiver sa faculté d'enthousiasme. Son intelligence, en dépit d'une certaine tendance au vague, ne manquait pas de force et de pénétration. Il devenait peu à peu un vrai positiviste. Le point faible demeurait son inaptitude à la tendresse. Célestin ne trouvait peut-être pas l'âme sœur ; peut-être ne savait-il pas non plus la chercher. Comte lui remontrait que l'Humanité l'avait pourtant bien pourvu de moyens affectifs. Il le poussait à ériger en culte le souvenir d'une sœur qu'il avait perdue. « Si j'insiste à cet égard, lui écrivait-il, c'est afin de dissiper votre fâcheuse hésitation sur une pratique très sérieuse pour votre perfectionnement et votre bonheur. En y joignant une meilleure appréciation des femmes et par suite des rapports plus complets et plus suivis avec elles, vous achèverez de réparer une lacune essentielle de votre culture morale, dont votre essor intellectuel dépend beaucoup plus que vous ne pouvez le croire maintenant. » (11 mars 1851).

Comte estime que l'homme s'occupe trop des lois physiques de la nature, tandis que le sexe féminin s'occupe surtout des lois morales. Le vrai positiviste doit s'adonner tous les jours à la poésie, afin de former son sentiment intime. Au surplus, la poésie tourne toujours autour de l'Humanité, c'est son Dieu à elle. Le positiviste a donc beaucoup à puiser chez les grands poètes. Pourtant Célestin de Blignières se montrait toujours réfractaire sur ce point. Il ne peut arriver à la vraie piété. Lorsqu'il publiera en 1857 son ouvrage sur le positivisme, il se trouvera plus près de Littré que de Comte. S'il se croit obligé de parler du positivisme comme religion, il ne réussira à donner sur ce point, au sentiment de Comte, que « de froides et mesquines explications. » Comte n'a donc pas réussi à le dégeler. Le Dieu nouveau n'emballait pas ses dévots. Comte ne voyait pas que le sentiment religieux ne se développe pas envers n'importe quel objet. Sans doute, il n'est religion si enfantine, si absurde et si odieuse qui ne puisse trouver des adeptes et sus-

citer du fanatisme. Mais il n'est pas si aisé de faire une religion universelle que Comte se le figurait. La sienne était condamnée à végéter en de petits Cénacles ; ce ne serait jamais une religion de grand air, comme le nazisme ou le marxisme le sont devenus !

De Blignières demeure un mathématicien. Il a le goût des sciences, mais des « sciences inférieures, » comme les appelle Comte. Et il le presse en vain de s'adonner aux « lectures esthétiques et pieuses, » sans oublier « les relations féminines et le culte intime. »

L'âme de Blignières est entraînée vers l'orgueil. Les lectures scientifiques le dessèchent. S. Paul avait dit : *Scientia inflat!* Comte serait presque disposé à appliquer cette parole cinglante à son disciple. Il ne voit toujours pas clair dans la vocation de ce dernier. Ses aptitudes positives paraissent sérieuses ; mais doit-il finalement être orienté vers la théorie ou vers la pratique ? Problème capital, que Comte n'arrive pas à résoudre. Blignières penche pour la théorie, mais est-il sûr de ne pas se faire illusion ?

En attendant, Comte lui recommande de passer à l'action, de faire du prosélytisme : « Emparez-vous magnifiquement du monde social, » lui dit-il, montrez partout que les « serviteurs de l'Humanité » se proposent, afin d'écarter radicalement les serviteurs de Dieu de toute direction des affaires publiques.

Mais Blignières ne tarde pas à s'engager peu à peu sur une voie de perdition. C'est toujours cette malheureuse « théorie » qui l'attire trop fort. En janvier 1852, Comte confie à Lefort, positiviste belge, ses craintes à son sujet. Il attache, dit-il, trop d'importance au savoir encyclopédique. Le novice n'est pas assez obéissant. Il se fie trop à ses propres lumières. Comte lui trouve un jugement faux, parce qu'il ne s'accorde pas avec le sien. Blignières doit sentir de son côté que la confiance de Comte fléchit ; il écrit moins souvent ; ses lettres sont plus réservées. Il déclare un jour à Comte qu'il est très déprimé par le conflit que ses convictions positivistes ont provoqué entre lui et les membres de sa famille demeurés très catholiques. Comte trouve là un signe de faiblesse : il faut savoir faire des sacrifices pour ses idées. Blignières ne va-t-il pas trahir sa vocation ? Hélas ! il se laisse de plus en plus dominer par le découragement et la mélancolie. Un chrétien dirait qu'il tombe dans la tiédeur. Comte voudrait ranimer cette ferveur qui s'éteint. Il sollicite les confidences de son néophyte, il préconise comme remède le développement des sentiments affectifs : un digne mariage constituerait une réaction décisive. Mais Comte redouterait un mariage « mixte » : Blignières n'aurait pas assez de puissance de caractère pour convertir une épouse catholique à la foi positiviste. En somme, les choses se gâtent : jugement faux, caractère faible, cœur sec, le novice est en passe de décevoir toutes les espérances.

Il est probable aussi que Comte soupçonnait son élève de se livrer à un travail dont il lui faisait mystère, de crainte d'être désapprouvé. Comte était très chatouilleux sur l'article de l'amour-propre d'auteur. Or, Blignières estimait que les travaux du maître n'étaient pas assez accessibles. Il travailla jusqu'en 1856 à rédiger son *Exposition abrégée et populaire de la philosophie et de la religion positivistes.* Ce ne fut qu'après l'avoir à peu près achevé qu'il en parla ouvertement à Comte. Les continuelles recommandations de celui-ci, tendant à détourner Blignières des illusions de la « théorie », semblent bien indiquer que Comte avait quelque soupçon de ce qui se passait. Il estimait que c'était grande témérité de la part de son disciple de vouloir le commenter, le clarifier, le mettre à la portée des esprits. A l'annonce qu'il reçoit du manuscrit, il répond froidement : « Mon occupation continue au grand ouvrage que j'ai commencé le 1er février ne m'empêchera pas de lire, avec une cordiale sollicitude, l'ébauche spontanée dont vous m'annoncez la prochaine communication, ni de vous faire au besoin les remarques qu'elle pourrait me suggérer sur votre évolution. »

Au fond, Comte jugeait qu'à supposer que Blignières eût raison de vouloir populariser son œuvre, ce n'était pas une marque de grande rapidité d'esprit ou de travail que d'y avoir consacré sept ans ! « Quelques mois de verve » auraient dû lui suffire ! Par ailleurs, Comte apprenait que Blignières avait dit : « Mon père spirituel, c'est Littré. » Etait-ce possible ? Littré que Comte avait dû désavouer comme réfractaire à la religion positiviste !

Et puis, indice plus grave, ce même Blignières qui avait insisté jadis pour que le « subside positiviste » — sorte de « denier du culte » versé par les positivistes au Grand-Prêtre Comte — fût établi sur une base plus large, se montrait maintenant presque hostile à cette subvention volontaire, voulait en tout cas la tenir réduite au minimum, sous prétexte qu'elle tendait à constituer un vrai pouvoir temporel. Comte, profondément blessé, lui écrit : « Il est fâcheux pour vous que ce changement radical d'opinion sur une pratique aussi décisive coïncide avec la perte de vos espérances de devenir un jour membre d'un sacerdoce dont vous êtes irrévocablement incapable de jamais remplir les principales conditions, même intellectuelles et surtout morales. » (20 juin 1857).

Mais l'irritation de Comte fut portée à son comble quand il put lire le manuscrit de Blignières. En effet, l'élève ne se contentait pas de résumer et d'adapter la doctrine du maître, il ne se bornait pas à un acte de foi ; il avait la prétention d'avoir des idées personnelles et de rectifier sur certains points l'enseignement reçu. Il pensait notamment que le « pouvoir spirituel » de la religion positiviste devrait appartenir à un *comité,* au lieu de résider dans une seule personne. Il paraissait redouter la naissance d'une tyrannie sa-

cerdotale ! Aussi la foudre doit-elle châtier une telle insolence. Comte a consenti à « perdre vingt heures en sept séances à lire la compilation » du disciple. Le verdict est impitoyable. Jugez-en :

« Monsieur, d'après la corvée exceptionnelle que j'ai scrupuleusement accomplie, je regrette de vous avoir d'abord qualifié d'avorté : l'expression était trop indulgente, car l'avortement suppose la fécondation, tandis qu'ici le mot vraiment convenable est stérilité. Si, de votre lourde et prétentieuse publication, on écarte les nombreux passages que vous m'avez impudemment volés, il ne reste que de vulgaires tartines, où ne perce aucun aperçu secondaire qui puisse vous appartenir. » (27 juin 1857).

C'était un anathème complet. Comte ne craint pas, selon le dicton lyonnais, « d'insulter l'âne jusqu'à la bride. » Il poursuit en effet dans la même lettre :

« Ceux qui vous connaissent de plus près et depuis plus longtemps que moi ne seront nullement surpris d'un tel résultat : vos divers camarades d'étude et d'office vous ont toujours regardé comme ayant une intelligence extrêmement médiocre et n'offrant de vraiment saillant qu'une monstrueuse personnalité... Si vous tenez au pouvoir de faire du mal, qui vous est commun avec les êtres les plus vils, vous devez effectivement jouir de m'en avoir fait, même physiquement, d'après les pénibles émotions suscitées, depuis trois semaines, par votre déplorable compilation. Mais l'indignation, mêlée de regret et de pitié, que j'avais d'abord éprouvée, se trouve définitivement transformée en un irrévocable mépris. »

Ce qui a le plus touché au vif l'irascible Grand-Prêtre, c'est que Blignières ait osé insinuer qu'un danger de tyrannie apparaissait à l'horizon :

« Tout cela vient trop tard, s'écrie-t-il. J'ai publiquement saisi le pontificat qui m'était normalement échu ; loin d'exciter la moindre réclamation, cet événement fit surgir, chez plusieurs de mes correspondants occidentaux, cette suscription extérieure : Au Vénéré Grand-Prêtre de l'Humanité : manifestation surtout décisive sous les armoieries papales, dans les lettres mensuelles que m'adresse de Rome votre ancien camarade de Polytechnique, Alfred Sabatier, que vous n'oseriez aucunement taxer de servilité, quoique vous ne puissiez pas sentir combien il vous dépasse de cœur et d'esprit. Dans une telle situation, je laisserai librement se développer les intrigues et les déclamations des roués qui n'annoncent une nouvelle autorité spirituelle qu'afin de pouvoir impunément adresser au fondateur de la religion qu'ils feignent d'adopter, des ouvrages analogues à ceux de vos ignobles lettres. »

Et tout cela se termine par une sentence d'excommunication en règle. Désormais Blignières ne fut plus, pour Comte, que « le misérable fou de Douai. » Quelque temps après cette rupture douloureuse, Comte tombait malade. Il attribua son mal à la violente commotion qu'il avait subie, à ce qu'il appelait « l'ignoble conduite du faux disciple. » Le Grand-Prêtre de l'Humanité mourut en effet le 5 septembre 1857, un peu plus de deux mois après cette crise qui lui avait rappelé si péniblement la scission d'avec Littré, « ce rhéteur usé, » comme il l'appelait.

En toute cette affaire, Comte est la victime d'une véritable extravagance d'orgueil. Il est possédé par son idée au point de se croire infaillible, de n'admettre aucune possibilité d'erreur de sa part, de tout ramener à lui-même, de ne souffrir aucune divergence d'opinion de la part de ses disciples. Il en arrive au point où l'orgueil n'est même plus senti. Il ne sent pas le ridicule de ses prétentions. Cet homme de génie tombe dans une sorte de folie des grandeurs. « De là vient sans doute que le comique dont le pauvre grand homme fournit le spectacle dans l'exercice de sa dignité pontificale est d'une nature telle qu'on se demande toujours s'il donne à rire ou à pleurer. »

Mais ce qui nous intéresse ici tout spécialement, c'est l'usage que Comte en était venu à faire des rites et des méthodes de vie spirituelle du catholicisme. La religion de l'Humanité n'était d'un bout à l'autre qu'un plagiat, ou, si l'on préfère, une transposition des pratiques du culte catholique. De la part de Comte cela était parfaitement conscient et volontaire : il ne croyait pouvoir mieux faire que de copier. Quel hommage rendu à notre religion ! Il avait pris comme but suprême celui-là même que nous donnons à notre vie : amour de Dieu et établissement de son règne ici-bas, au moyen de la fraternité humaine en Jésus-Christ. Remplacez Dieu par Humanité, c'est cela même que Comte poursuit. Il reconnaît donc que l'Evangile contient le plus haut idéal que l'on puisse proposer aux hommes. Mais il n'a pas vu que cet idéal perd toute puissance d'emprise réelle sur les cœurs, par le fait même qu'il substitue le mot *Humanité* au mot *Dieu*. De deux choses l'une : ou l'Humanité n'est qu'une abstraction, et alors quel genre d'action peut-on lui accorder sur les cœurs ? — ou elle est la collection des humains, et dès lors elle a plus besoin de notre pitié que de notre culte. L'humanité n'est digne d'amour qu'en tant qu'elle est régénérée dans le Christ ; sans cela elle n'apparaît, dans l'histoire et aujourd'hui même, en dehors du christianisme, que comme la plus féroce tribu des loups !

Nous garderons donc de l'exemple de Comte la certitude que l'on ne dépassera pas l'Evangile et que si l'humanité doit faire encore quelques progrès, — ce qui actuellement apparaît bien désirable, — elle ne les accomplira que sous l'influence de Jésus-Christ et de son Eglise.

III

L'Angleterre catholique célèbre, en cette année 1935, plusieurs centenaires du plus haut intérêt. C'est en premier lieu celui de *S. Bède le Vénérable ;* c'est ensuite ceux de *Thomas More* et de *John Fisher*.

A Bède le Vénérable, *The Month* de mars 1935 consacre une très belle étude de Mgr Alban Goodier, S. J., archevêque de Hierapolis.

Le 26 mai 735, mourait au monastère de Jarrow, près de Gateshead, au comté de Durham, ce

moine que la postérité devait appeler le Vénérable, en sorte que ce nom lui resterait comme son épithète distinctive. Nous disons encore : S. Bède le Vénérable. Il fut le Père de l'Histoire d'Angleterre, comme Grégoire de Tours avait été le Père de l'Histoire de France. Selon toute vraisemblance, c'était l'homme le plus érudit de son temps. Les catholiques anglais admirent en lui le seul Docteur qu'ils aient donné à l'Eglise universelle, le seul Père dont on lise au Bréviaire les homélies qui soit de leur race. Il est aussi le seul homme de sa génération dont la tombe, bien qu'elle soit privée de ses restes depuis longtemps, soit traitée avec respect jusqu'en notre temps.

Même ses contemporains avaient pour lui de l'enthousiasme. S. Boniface, écrivant à l'abbé de Jarrow pour lui raconter les succès de ses missions en Allemagne, nomme Bède « le plus sage des commentateurs de l'Ecriture. » Dans la suite sa gloire ne cessa de grandir. Le chroniqueur anglais Guillaume de Malmesbury (vers 1145) parle de lui comme d'un homme qu'aucune parole ne suffit à louer. Quatre cents ans plus tard, Leland, le bibliothécaire d'Henri VIII, déclare qu'il est « le principal et le plus brillant ornement de la nation anglaise, le plus digne, s'il en fut jamais, d'une renommée immortelle. »

On pourrait croire que ces éloges s'attachent à lui surtout parce qu'il vécut en un temps si pauvre en grands hommes qu'il n'eut pas de peine à y prendre le premier rang. Mais cela n'est pas tout à fait exact. Il ne manquait pas, en son siècle, de personnages « vénérables » : Cuthbert de Lindisfarne, Théodore de Cantorbéry, Paulin d'York, Benoît Biscop, Aldhelm avec ses monastères de Malmesbury, Evesham, Glastonbury, Wilfrid d'York, Boniface, Wulfram. Tous ces hauts personnages, parmi lesquels Boniface donna à l'Eglise tant de peuplades nouvelles, sont des contemporains de Bède et tous des hommes très remarquables. Ce sont eux qui ont mérité à l'Angleterre, à cette date, le nom unique d' « île des Saints. »

Bède cependant paraît les dépasser tous par la hauteur de sa science et de son caractère.

Sa vie (672-735) se place au moment où le christianisme achève de conquérir la Grande-Bretagne. Le paganisme est en voie de disparition ; il s'éteint lentement, avec des retours dangereux et subits. A travers toute l'Europe, la même évolution se poursuit. Ce sont les nations nouvelles qui émergent du chaos. En France, Charles Martel dresse devant l'Islam envahisseur les bataillons de fer de la bataille de Poitiers ; S. Boniface convertit les Germains ; la papauté se prépare à chercher appui dans la monarchie franque. L'axe de la politique chrétienne est en train de changer de direction ; Byzance s'éloigne ; Rome se concentre. Au point de vue social, le spectacle donné par le siècle est triste : partout la violence, l'ordre ne peut se maintenir que par l'épée ; l'antique paix romaine s'est perdue dans la nuit ; la chrétienté des Croisades n'est pas encore née. Il y a pourtant à Rome de très grands papes : S. Léon II (682-684), S. Sergius Ier (687-701), S. Grégoire II (715-731). Ils savent tenir tête aux empereurs dégénérés que l'hérésie iconoclaste a séduits et ils éduquent l'Occident pour sa tâche future.

L'Angleterre est située très loin du centre de la chrétienté. Son isolement est profond. Quand Bède écrit son histoire, il n'a, hélas ! à présenter à ses lecteurs que des récits analogues à ceux de Grégoire de Tours, que des scènes de violence et de massacre. Mais au temps où il commence à écrire, la paix semblait vouloir enfin sourire aux royaumes de l'île. Les jours de pillage sont passés ; les monastères s'élèvent, et leurs enceintes, à Wearmouth, Jarrow, Lindisfarne, Glastonbury, sont enveloppées d'un calme religieux et d'un recueillement profond. Une sorte de Ligue des nations s'était formée en Angleterre, et cela s'appelait l'Heptarchie. L'avènement du christianisme parmi les Anglo-Saxons, avec S. Augustin de Cantorbéry et S. Paulin d'York, avait marqué un changement dans la brutalité des mœurs ; on commençait à avoir horreur du sang versé et le paganisme reculait.

Bède, qui nous raconte tout ce qui intéresse l'Angleterre en général, nous renseigne avec une particulière prédilection sur ce qui s'est passé dans son propre pays : la Northumbrie. Ce petit royaume s'étend du Forth, au nord, à l'Humber au sud. Il était borné par la mer à l'est. A l'ouest, ses frontières étaient mobiles, suivant les péripéties de ses luttes avec les royaumes voisins ; parfois ses rois poussaient jusqu'à la mer d'Irlande. La Northumbrie avait été colonisée par les envahisseurs Teutons, surtout de la tribu des Angles, environ 150 ans avant la naissance de Bède. Il est à peu près sûr que lui-même était d'origine « angle ». Il est fier de son pays. Toutes les fois que l'occasion s'en présente, quand il décrit des batailles ou des conquêtes, il prend parti pour les Angles, sans violer toutefois la justice. Il se réjouit de leurs succès et de la prospérité de la nation ; il s'attriste de leurs revers ; il est surtout heureux de raconter les détails de leur conversion au christianisme. Il nous apprend que la foi chrétienne leur fut prêchée par des moines Irlandais, venus de la frontière du nord. Il nomme Aidan, le disciple de Columba. Il dit comment Cuthbert vint ensuite et fonda le monastère de Lindisfarne, qui fut le premier établissement stable de la foi dans le pays. Mais en dépit de sa révérence et de son admiration pour Cuthbert et ses moines, il reconnaît que ce ne fut pas ce mouvement qui amena la conversion du pays. Cette première prédication avait passé comme un fleuve au travers d'un désert : elle avait marqué sa trace et creusé son lit, puis elle s'était perdue dans les sables. La conversion ne vint en réalité qu'avec le baptême du roi Edwin par Paulin d'York, envoyé par Théodore de Cantorbéry, seulement 50 ans avant la naissance de Bède.

Mais même alors, au sein de ce peuple à demi civilisé, le règne de la paix était encore loin d'être

établi. Bède parle avec fierté de la puissance de la Northumbrie sous le roi Edwin, mais après la mort de ce prince, la défaite et le désordre avaient fait leur apparition. Un autre héros avait ramené la victoire et la prospérité, S. Oswald. Enfin, sous le règne d'Oswy, son frère, on put dire que les Northumbriens étaient un peuple chrétien. Ce fut sous ce roi que se tint le concile de Whitby (664) par lequel les différends entre les Eglises bretonnes et celtiques et les Eglises anglaises furent réglés, et la Northumbrie accepta la liturgie de Rome. Bède relate le fait avec une évidente satisfaction. Il tient la juridiction papale comme la source de toute autorité dans l'Eglise universelle ; Rome est pour lui le centre et la source de toute lumière. Oswy était mort l'année avant la naissance de Bède, en 671. La marche du christianisme était désormais assurée.

Vint ensuite le « savant roi » Aldfrid (ne pas confondre avec Alfred le Grand). Il avait été élevé par les moines de Iona. Il avait patronné le mouvement d'études qui avait commencé avec Caedmon et Benoît Biscop, et dont procéda Bède lui-même, puis, après lui, Alcuin, par qui ce mouvement se rattache à celui de Charlemagne. Il est vrai qu'à la mort d'Aldfrid, et durant toutes les années de l'adolescence de Bède, le pays fut déchiré par la sédition. Au couvent de Jarrow arrivaient régulièrement les nouvelles les plus douloureuses : renversement d'Eardwulf, après deux mois de règne, en 705 ; assassinat d'Osred, fils d'Aldfrid, en 716, puis de Cenred, en 718, et encore d'Osric, en 729. Mais enfin, au temps où Bède achevait sa carrière, la paix s'était rétablie dans le royaume. Ceolwulf, le nouveau roi, patronnait la science. C'est à lui que Bède dédie son « Histoire » : « Au très glorieux roi, Ceolwulf, Bède, serviteur du Christ et prêtre ». Ce roi survécut à Bède ; mais deux ans après la mort du saint, il abdiqua pour se faire moine à Lindisfarne.

Tel fut le monde où vécut Bède, un monde fait de contrastes violents, un monde de troubles et de paix, d'ignorance et de science, de haines et d'amours également ardents, un monde de paganisme et de christianisme, un monde où un roi pouvait quitter le trône pour revêtir la bure monacale !

Bède lui-même était le fils de Benoît Biscop au point de vue spirituel. Ce que fut Albert le Grand pour Thomas d'Aquin, Biscop le fut pour Bède. Biscop avait été comte *(thane)* en Northumbrie et avait passé ses premières années à la cour d'Oswy, le frère de S. Oswald. A 25 ans, il avait fait le voyage de Rome, en compagnie de S. Wilfrid, alors jeune moine de Lindisfarne, à peine âgé de 20 ans. Biscop avait profité de son voyage pour étudier la vie monastique, qui représentait alors tout ce que l'homme peut rêver dans l'ordre moral, religieux, intellectuel. C'était l'orientation vers les valeurs de l'esprit, par opposition aux valeurs charnelles. Biscop, conquis par ce grand idéal, s'était fait moine à Lérins. Puis il revint en Angleterre, dans la suite de Théodore, le nouvel archevêque de Cantorbéry. Il rapportait une collection sans prix, pour l'époque, de livres, de peintures et d'autres trésors qui allaient introduire l'esprit de Rome dans les monastères anglais. Il se rendit dans son propre pays, la Northumbrie, y fut accueilli par le roi Egfrid et reçut de lui un domaine situé à l'embouchure de la Wear, et ce fut là qu'il fonda, en 674, son premier monastère, dédié à S. Pierre. Huit ans plus tard, en 682, il en fonda un second, à Jarrow, et le dédia à S. Paul. Les deux couvents n'étaient qu'à environ 13 kilomètres l'un de l'autre. Ce fut surtout à Jarrow que Biscop établit sa bibliothèque et son centre d'études, avec une école d'arts et métiers. Les vocations affluèrent ; en peu d'années, les deux monastères ne contenaient pas moins de 5 à 600 moines. Les élèves assiégeaient les nouvelles écoles. Biscop fut de la sorte l'un des grands semeurs de civilisation dans le pays. Quand il mourut, en 690, Bède avait 18 ans. Il exhale sa reconnaissance envers son maître dans les termes les plus touchants. De fait, on ne saurait exagérer le rôle de Biscop dans le développement du pays :

« Par ses travaux, a écrit Lingard, les plus précieux bienfaits furent répandus sur ses compatriotes. Ils apprirent des ouvriers qu'il avait attirés de Gaule, l'art de fabriquer le verre et de bâtir avec la pierre. Les peintures étrangères dont il orna ses églises servirent de modèles pour les autres et les nombreux volumes qu'il rassembla dans la bibliothèque de ses monastères provoquèrent les curiosités intellectuelles et nourrirent les esprits des moines. Benoît contribua plus à la civilisation de la contrée que personne autre, depuis l'arrivée des missionnaires romains, avec Augustin. »

De la vie de Bède lui-même, nous ne savons que fort peu de chose. Il ne nous a donné qu'un court sommaire, à la fin de son Histoire, et ce sommaire ne contient que des dates. Il fut moine à Jarrow : c'est là toute sa vie. Il déclare avec satisfaction qu'il n'a jamais quitté son couvent, qu'il n'a jamais voyagé et qu'il passa plus de cinquante ans dans l'étude et l'enseignement. D'autres renseignements nous prouvent qu'il ne fut qu'une seule fois, en mission passagère, hors des deux monastères de Wearmouth et de Jarrow. Les hommes qui ont parlé de lui, Boniface, Alcuin, Guillaume de Malmesbury, se sont bornés à chanter les louanges du saint moine de Northumbrie, sans rien ajouter aux détails que nous connaissions de sa carrière. Il était né vers 672, dans le voisinage de Wearmouth. Ses parents l'avaient confié dès l'âge de sept ans à Benoît Biscop et à ses moines, pour être éduqué par eux et sous leur direction il avait fait les plus merveilleux progrès. Un savant de nos jours serait honoré par la science qu'il avait acquise. Il apprit le latin comme sa langue maternelle, et il posséda à fond la langue grecque. Il écrivit en latin et en anglo-saxon, en vers comme en prose. Tout ce qu'il écrivait portait le signe de la facilité et de

la clarté qui n'appartiennent qu'à ceux qui sont très exercés dans l'art de la composition. On a malheureusement perdu tous ses écrits en anglais ; il ne nous reste que ses ouvrages latins.

Contrairement à l'usage du temps, il avait été ordonné diacre à l'âge de 19 ans, mais il ne reçut la prêtrise qu'à 30, âge canonique en son siècle. Ce fut alors seulement, semble-t-il, qu'il commença à écrire. Il y fut poussé en partie pour sa propre instruction, en partie pour l'instruction des élèves qui lui étaient confiés. La quantité et la qualité de ses écrits est faite pour étonner tous ceux qui les étudient. On connaît surtout son *Histoire ecclésiastique* et ses *Vies des Abbés,* dont la valeur est incomparable pour la connaissance des origines chrétiennes de l'Angleterre. Mais il faut encore citer de lui des Commentaires sur différents livres de la Bible, d'une solidité si remarquable que certains critiques modernes n'hésitent pas à les placer auprès de ceux de S. Jérôme et de S. Augustin.

Mais il ne s'en tenait pas aux sciences sacrées ; sa curiosité était universelle. Il étudia Aristote et par lui la philosophie naturelle, la grammaire, la poétique. Sans doute, dans le domaine scientifique, il portait le fardeau des préjugés de son temps ; mais il manifestait déjà la tendance bien anglaise de se fier davantage à l'observation qu'à la tradition, en tout ce qui regarde la connaissance de la nature. On ne connaissait pas encore les chiffres arabes et la numération qui devait en découler ; il fallait se servir du système romain, lourd et compliqué. Bède a écrit un traité sur la numération : *De Indigitatione*. On a de lui des travaux sur la forme du globe terrestre, sur les éclipses de soleil et de lune, sur les marées dans leur rapport avec les phases lunaires. Il condamnait l'astrologie sans hésitation et sans réserve.

Lingard a écrit à son sujet : « Quiconque lit l'ouvrage de Bède *De ratione Temporum,* — De l'explication des Temps, — dans lequel il expose la nature des civilisations égyptienne, grecque, romaine et saxonne, constate avec étonnement la profonde et vaste érudition d'un moine qui ne franchit jamais les limites de sa province natale mais passa toute sa vie au milieu des habitants à demi civilisés de la Northumbrie. »

Cela nous prouve que Bède fut en quelque sorte le confluent de toutes les connaissances du passé, l'agent de liaison entre la science gréco-latino-chrétienne et la science moderne. Il fait le pont entre deux mondes. Beaucoup d'historiens de la patristique font finir le temps des Pères à Bède. Il appartient à la fois à l'antiquité et au Moyen-Age. Les bibliothèques monastiques ou cléricales de Cantorbéry, de Jarrow et d'York ont été les arsenaux de science où le Moyen-Age devait puiser. Par Boniface, la science de Bède a passé en Allemagne ; par Alcuin, elle passera en France. La seule fois que nous rencontrons Bède hors de son couvent, c'est lorsqu'il se rend à York, pour y fonder l'école dont Alcuin sera le principal et le plus brillant produit. Lorsque l'évêque d'York, Egbert, l'invite à retourner dans cette ville, Bède s'excuse sur son âge et son état de santé : il n'a pas encore 60 ans, mais il est usé par le travail.

La mort de Bède est souvent racontée ; elle est d'une simplicité et d'une grandeur émouvantes. C'est le moine Cuthbert, son disciple, qui nous en a conservé les détails. Il nous parle de sa joie surnaturelle au milieu même des souffrances, de ses leçons quotidiennes à ses élèves, sur son lit de mort.

« Tantôt nous lisions, écrit-il, tantôt nous pleurions, bien plus, nous pleurions toujours, même lorsque nous lisions. Il passa les cinquante derniers jours dans une grande joie et il remerciait Dieu de ce qu'il voulait bien le rendre infirme. Il répétait souvent : « Dieu châtie tout fils qu'il aime. » Il citait d'autres passages de l'Ecriture et aussi la phrase de S. Ambroise : « Je n'ai pas vécu de telle façon que je puisse avoir honte parmi vous et je n'ai pas peur de mourir parce que nous avons un bon Dieu ! »

Bède continua à travailler jusqu'à son dernier instant. Tantôt il donnait des leçons, tantôt il dictait une traduction de l'Evangile de S. Jean. A la fin, il pressait son secrétaire : « Hâtez-vous, lui disait-il, je ne sais pas combien de temps je pourrai tenir encore et si mon Maître ne voudra pas bientôt me rappeler à lui. »

La fin arriva en la vigile de l'Ascension. Cuthbert nous raconte tout avec dévotion :

« A la neuvième heure, — c'est-à-dire à trois heures du soir, — Bède envoya chercher les prêtres du monastère ; il leur distribua à tous de petits souvenirs, comme il était d'usage de s'en donner entre les frères ; il demanda pour lui-même des prières et des messes, et il résuma sa vie en ces termes : « J'ai vécu longtemps, mon Juge très miséricordieux avait prévu et préordonné très gracieusement tout le cours de cette vie pour moi... Mon âme désire voir le Christ mon roi, dans sa beauté. » Il y eut une interruption. Alors un jeune élève, Wilbert, lui dit : « Cher maître, il reste une phrase qui n'a pas été écrite. » Il répondit : « Ecrivez vite. » Le jeune homme répondit : « Maintenant, c'est fini. » Il répliqua : « Vous avez bien dit : c'est fini, tout est fini ! » et priant avec ferveur, quand il en vint à nommer l'Esprit-Saint, il rendit l'esprit. »

Peut-on imaginer mort plus douce, plus calme, plus solennelle, passage plus visible de la paix toujours menacée de ce monde à la paix sublime de l'au-delà en Dieu ?

Bède est l'un des grands noms de l'histoire religieuse du monde.

IV

Les journaux du 2 avril nous ont appris qu'au cours d'un Consistoire tenu la veille, le Souverain Pontife a consulté les cardinaux sur l'opportunité de la canonisation des Bienh. Thomas More et John Fisher. La réponse des cardinaux a été unanime pour approuver. Nous compterons donc bientôt deux grands saints de plus, et les fêtes de la canonisation coïncideront pour les nouveaux saints avec celles de leur quatrième centenaire. Disons un mot de chacun d'eux.

Les traits de sir Thomas More ont été immortalisés par le pinceau d'Holbein, son protégé et son familier. Son portrait s'apparente à celui d'Erasme, son ami, l'un des chefs-d'œuvre du même peintre, mais il n'a pas les tares morales qui enlaidissent ce dernier : la méchanceté et l'orgueil. Il ne révèle qu'un esprit délicat, enjoué, curieux, légèrement malin, et l'on y retrouve surtout dans les « petits yeux gris de myope, sans éclat, mais très doux, » ce rêveur qui composa la fameuse *Utopie*. Bonté et fermeté, voilà ce qui se dégage de toute sa personne et plus encore de sa vie et de sa mort.

Thomas More avait eu la plus brillante carrière. Petit-page du lord Chancelier cardinal Morton, il avait étudié à Oxford et il était devenu un « humaniste » distingué, en même temps qu'un juriste remarquable. A cette époque, le droit et les lettres conduisaient à tout. Membre du Parlement en 1504, sous-shérif de Londres en 1510, conseiller et secrétaire du roi en 1518, anobli en 1521 avec le titre de chevalier, mêlé aux plus importantes affaires politiques et diplomatiques, Thomas More succéda, le 25 octobre 1529, au cardinal Wolsey comme grand-chancelier d'Etat. Il avait alors 51 ans, étant né en 1478.

A la différence de son prédécesseur, il sut, dans un poste périlleux, sauvegarder tout ensemble sa dignité et sa foi. Et quand il vit son souverain, l'impérieux Henri VIII, définitivement engagé dans les voies du schisme et du déshonneur, il préféra résigner ses fonctions et s'exposer à ses colères que de se prêter aux complaisances que l'on aurait désirées. En mai 1532, son sacrifice fut consommé : il remit au roi sa démission. Rendu à ses chères études et à la vie de famille, entre sa seconde épouse, Alice Middleton, et ses quatre enfants, il aurait été parfaitement heureux, sans les suites de la rancune du monarque. Il refusa d'assister aux fêtes du couronnement d'Anne Boleyn, blessant ainsi mortellement cette femme vindicative. Il fut d'abord inquiété dans le procès d'une pauvre illuminée que l'on appelait « la sainte fille de Kent. » Ce fut au cours de cette première affaire qu'il eut, à l'adresse du duc de Norfolk, qui lui disait : « L'indignation du prince, c'est la mort ! » cette belle et fière réponse, digne à la fois d'un sage et d'un martyr : « Est-ce tout, mylord ? Vraiment, entre votre Grâce et moi, il n'y a qu'une différence : je mourrai aujourd'hui et vous demain ! »

Sommé de prêter serment à l'*Acte de Succession* qui assurait le trône en premier lieu à l'enfant d'Anne Boleyn, il n'y voulut consentir qu'avec une restriction qui fut jugée inacceptable. Le soir du 17 avril 1534, il couchait à la Tour, la célèbre Bastille de Londres. Ses souffrances y furent accablantes. Il avait 56 ans. Tourmenté de la gravelle et d'une ancienne bronchite, mal nourri, oublié pendant plus d'un an dans l'effroyable prison d'Etat, privé du bonheur d'entendre la sainte messe et de recevoir le Corps sacré de son Dieu, sollicité par sa femme, douce et gémissante créature, incapable de le comprendre, bien que bonne et dévouée pour lui, sa vie fut dès lors la préface du plus cruel supplice.

Il ne quittait plus son cilice et ne consentit à s'en séparer qu'à la veille de son exécution. Sa fille chérie, Marguerite, — *Meg*, comme il disait, — sa confidente et sa préférée, le consolait dans son épreuve, non sans essayer parfois de le fléchir et de l'incliner à « faire comme tout le monde. » Entre elle et lui, il y eut des scènes d'un pathétique irrésistible :

« Ma chère fille, lui dit-il un jour, nous avons causé de cela déjà plus de deux ou trois fois et je t'ai dit que s'il m'était possible de satisfaire le roi sans offenser Dieu, personne n'aurait prêté serment avec plus de bonheur que moi... Si quelque chose m'arrive qui vous fasse de la peine, ajouta-t-il, en songeant à sa mort, priez Dieu pour moi, mais ne vous troublez point, je prierai Dieu de tout cœur pour vous tous, afin que nous soyons tous réunis un jour au ciel, où nous nous réjouirons à jamais, sans craindre aucune souffrance. »

Il apprit, sans en être ébranlé, que le roi avait distribué tous ses biens aux courtisans, après les avoir confisqués. Sa femme en était réduite à vendre ses toilettes de cour, afin de payer son propre entretien dans la prison !

Il fut interrogé enfin, le 30 avril, après plus d'un an de captivité, par le fameux Thomas Cromwell, celui-là même que l'histoire a surnommé « le marteau des monastères », et qu'elle aurait pu tout aussi bien surnommer le « brocanteur de la fortune monastique anglaise. » Cromwell était une apparition des temps modernes. Il faisait des ouvrages de Machiavel sa lecture assidue ; il appelait cela « son Bréviaire ». C'est surtout en lui que l'on saisit sur le vif l'influence profonde et néfaste du fameux « réaliste florentin » sur l'évolution de la politique moderne. C'est en voyant à l'œuvre un Thomas Cromwell que l'on est conduit à dire que le grand révolutionnaire des temps modernes ne fut pas tant Luther que Machiavel, en sorte que Luther et ses semblables n'auraient jamais réussi à déchirer l'Eglise si les princes, inspirés par le machiavélisme, n'avaient fait passer leur intérêt avant leur foi.

Cromwell et More, ce sont deux humanités qui s'affrontent. D'une part, l'ambition, la cupidité, l'amour des honneurs, une culture toute païenne, une conception purement matérielle de la vie et du monde ; d'autre part, la haute culture unie à la foi la plus pure et la plus sincère, le mépris de ce qui passe et l'amour de ce qui demeure pour l'éternité.

Aux questions de Cromwell, Thomas More se contenta de répondre avec un sublime détachement : « Je suis fidèle au roi,... je ne fais de mal à personne, je ne dis de mal de personne... Si cela ne suffit pas à sauver la vie d'un homme, je ne désire pas vivre plus longtemps ! »

Quelques jours plus tard, le 4 mai, il vit passer, allant au supplice, trois chartreux et deux autres saints confesseurs de la foi catholique. Il avait auprès de lui sa fille très aimée : « Ne vois-tu pas,

Meg, s'écria-t-il, que ces bienheureux Pères vont à la mort avec autant de joie que des fiancés à leurs noces ! »

Après un tel spectacle, Thomas More fut encore plus résolu à consommer son sacrifice. Par amour pour les siens et parce que Dieu défend toute imprudence, il ne faisait rien pour irriter ses ennemis. Il s'enfermait dans le silence, pour ne rien dire de provoquant pour l'irascible souverain. Mais le silence même était un crime ! Ne point parler méritait la mort !

On lui enleva ses livres, il ferma alors ses persiennes, pour méditer plus tranquillement dans l'ombre de son cachot.

Le jugement eut lieu le 1er juillet. L'ex-chancelier y retrouva un instant toute son éloquence ironique et cinglante pour flageller l'avilissement de l'avocat-général Rich, qui abusait pour le perdre d'une conversation privée. Il fut condamné à la peine capitale. « Puisque je suis condamné, dit-il, et Dieu sait comment, je veux parler librement de votre loi, pour le soulagement de ma conscience. Durant les sept années que j'ai étudié la question, je n'ai pas lu dans un seul docteur approuvé de l'Eglise qu'un prince séculier pouvait ou devait être le chef de l'Eglise [1]. » Cromwell, qui était présent, lui opposa la majorité des évêques du royaume qui avaient accepté la suprématie spirituelle du roi.

— « Mylord, répliqua More, pour un évêque de votre opinion, j'ai une centaine de saints de la mienne, et pour votre Parlement — Dieu sait quelle en est l'espèce ! — j'ai tous les Conciles généraux depuis mille ans ; pour un royaume, j'ai la France et tous les royaumes de la chrétienté. »

Les adieux de More et de sa fille furent déchirants. L'exécution devait avoir lieu à Tyburn et le supplice devait être celui des traîtres, l'éventration ! Par prudence pourtant, le roi décida que l'ancien chancelier serait décapité à Tower Hill. L'échafaud était branlant. Gardant jusqu'au bout son humour bien anglais, le martyr dit au lieutenant criminel : « Aidez-moi, je vous en prie, à monter sain et sauf ; quant à la descente, je me tirerai d'affaire tout seul. »

Puis, ayant fait profession de foi catholique et récité le *Miserere,* il embrassa le bourreau, se banda les yeux et plaçant sa tête sur le billot, non sans avoir soigneusement rangé sa barbe, il attendit le coup fatal !

C'était le 6 juillet 1535... L'histoire des martyrs ne connaît rien de plus beau.

L'exécution du Bienh. Fisher avait eu lieu quinze jours auparavant, le 22 juin. C'était, lui aussi, un homme remarquable par tous les dons de l'intelligence et du caractère. Né en 1469 (et non en 1459, comme on l'a cru longtemps), il avait été chancelier de l'Université de Cambridge, et depuis 1504 évêque de Rochester. C'était un pasteur zélé, un protecteur éclairé des sciences et des arts. On le regardait avec raison comme l'un des prélats les plus éminents du clergé anglais. Il avait énergiquement combattu par la parole et la plume l'hérésie de Luther, lorsqu'elle avait éclaté, en 1517. Il avait réfuté aussi les sacramentaires à la façon d'Œcolampade, c'est-à-dire les négateurs de la présence réelle.

Mais il avait été le confesseur de la reine Catherine d'Aragon, qui avait mis en lui sa confiance. Il n'était pas homme à trahir une cause si juste. Ce fut lui qui dirigea sa résistance aux ambitions folles d'Anne Boleyn. Henri VIII, possédé par une passion presque démoniaque, ne lui pardonna pas ; la colère du roi et de son infâme amante se porta sur lui. Naturellement, il refusa le serment à l'*Acte de Suprématie* comme à celui de *Succession* et il fut enfermé à la Tour, en même temps que Thomas More, vers le milieu d'avril 1534. Comme lui, il refusa toute soumission aux caprices injustes du roi. Il se durcit héroïquement aussi bien contre les promesses que contre les menaces. On lui infligea toutes les privations possibles. En vain demanda-t-il, ou fit-il demander, à Cromwell des vêtements, une nourriture suffisante et la permission de se confesser à Noël et d'avoir quelques livres de piété.

Il comparut le 12 juin 1535. Le 20 mai, le pape l'avait créé cardinal. En apprenant cette nouvelle, Henri VIII, au comble de la rage, avait juré que sa tête tomberait avant de recevoir le chapeau rouge.

Le 19 juin, une seconde fournée de chartreux avait été traînée au supplice, le nouveau cardinal fut décapité trois jours plus tard. Il avait voulu revêtir tout ce qui lui restait d'ornements. « Ne vois-tu pas, dit-il à son domestique étonné, que c'est mon jour de noces ? il convient d'y mettre quelque solennité. »

Lui aussi, du haut de l'échafaud, il fit profession de foi catholique, puis s'étant mis à genoux, récita le *Te Deum* et le psaume qui commence par ces mots : « Seigneur, j'ai espéré en toi !... »

Les deux têtes des martyrs furent exposées sur le pont de Londres et pourrirent sur le pilori !

Au milieu de ces scènes sanglantes, le roi, qui décidément était un monstre d'égoïsme et de sensualité, montrait une insouciance indécente et s'adonnait aux plus impudentes voluptés. En face de l'universelle lâcheté, en un temps où l'apostasie fut presque générale, l'héroïque énergie de quelques hommes de cœur console seule la conscience révoltée et sauvegarde l'honneur du royaume anglais. Thomas More (ou Morus) ainsi que John Fisher sont la gloire de leur peuple en ce siècle.

V

Le nom de Thomas More soulève pourtant un intéressant problème. Tout le monde sait qu'il fut l'auteur d'une sorte de roman intitulé : *De optimo reipublicæ statu, deque nova insula Utopia.* Pour le désigner, on dit en général, plus brièvement : le roman d'*Utopie*. Ce dernier mot qui est

[1] On sait que par l'*Acte de suprématie* de 1534, mais préparé depuis longtemps, le roi s'était posé en chef de l'Eglise d'Angleterre.

resté dans la langue est de l'invention de Morus. Il désigne désormais tout pays ou toute conception imaginaire d'une réalisation impossible. Le livre de More parut en latin en 1515-1516, et ne fut traduit en anglais qu'en 1551.

Dans cet ouvrage, More imagine une terre inconnue dans laquelle l'organisation idéale de la société humaine se trouverait réalisée. — Dans une première partie, l'auteur faisait, sous le couvert de son invention, la critique de la société anglaise et des autres Etats européens. Il pousse même son tableau très au noir. Il attaque tour à tour, et de la façon la plus audacieuse, la servilité des gens de cour, le despotisme des rois, la vénalité des charges, la manie des guerres de conquêtes, le luxe et l'égoïsme des nobles et des moines. Il en vient même à attaquer la propriété individuelle comme la source de tous les maux dont souffre l'humanité. — Dans la seconde partie, il essaie de décrire les institutions idéales de son île d'Utopie. C'est la description très détaillée d'un Etat communiste et démocratique.

C'est pour cet ouvrage que Thomas Morus est inscrit dans le « Manuel de l'Armée Rouge, » parmi les « Saints Rouges », et placé auprès de Marx, Engels, Lassalle, Bebel, Lénine et quelques autres.

N'est-ce pas une chose curieuse de voir le même homme compté parmi les saints du catholicisme et parmi les saints de la contre-Eglise communiste ? Le Dr Wiedemann, de Munich, a justement examiné ce problème, dans un article de *Schönere Zukunft* du 3 mars 1935, sous ce titre : *Thomas Morus, un saint communiste ?*

Naturellement, l'auteur de cette savante étude prouve sans peine que les marxistes ne pourraient revendiquer More comme un des leurs qu'en falsifiant totalement sa pensée.

Dans la théorie socialiste, le monde des biens terrestres et le problème de la répartition sont au premier plan ; — dans Thomas More, les biens terrestres sont entièrement subordonnés aux biens spirituels et religieux. Cela seul suffit à créer une différence infinie, pour ainsi dire, entre les deux points de vue.

De plus, le marxisme part du principe de l'égalité absolue entre les citoyens, quitte à se contredire en établissant la plus tyrannique hiérarchie que le monde ait vue, celle qui sévit en pays rouge. Thomas More, doux romancier, s'inspire de Platon, et donne la primauté de droit aux philosophes.

Enfin, il est sûr que More a eu surtout en vue la construction d'un idéal, mais nullement un programme de réformes concrètes pour le monde réel. Il a voulu faire un roman, où parmi beaucoup de détails irréels il glisse certaines vérités à l'adresse du monde de son temps. Il est des époques où les maîtres du monde, que ce soient les souverains absolus du Moyen-Age et des temps modernes, ou les dictateurs rouges d'aujourd'hui, en Russie ou au Mexique, ne peuvent supporter la critique et contempler le visage de la vérité que de la part des « bouffons de cour » et non de la part des prophètes. Thomas More a voulu plaisanter sagement, comme faisaient les « fous » admis dans l'entourage des rois. Il est sûr qu'il n'a pas eu en vue un monde qui pourrait exister tel quel. Il a introduit dans son île d'Utopie des usages ou des institutions que sa conscience de chrétien n'admettait sûrement pas : il y suppose par exemple des esclaves, tout comme Platon l'avait fait, il y introduit des lois d'eugénisme en vertu desquelles les infirmes se suicident, il soumet l'île au système de l'autarchie complète, il n'y admet que la table commune, les repas pris en commun, les vêtements distribués par l'Etat. Il limite à six heures par jour le travail de chacun.

Il va sans dire que Thomas More ne sera pas canonisé pour cet ouvrage, ni du reste pour son œuvre d'humaniste en général, mais uniquement en tant que martyr, en tant que magnifique confesseur de la foi catholique pendant sa vie et à sa mort. S'il cultiva les humanités et s'il fit le roman d'Utopie, par manière d'amusement innocent, le fond de sa pensée n'était pas là. Il aimait par dessus tout la théologie. A l'âge de 30 ans, il avait voulu se faire moine. Dans le monde, il mena toujours une vie profondément chrétienne et pénitente. Il possédait une chapelle dans sa propriété de campagne. C'était là qu'autant que possible il passait, loin des soucis et des affaires de l'Etat, tous les vendredis dans la prière, la méditation, les pieux exercices. Même lorsqu'il était chancelier, il se faisait un honneur de servir le prêtre à l'autel. Il cherchait à connaître les familles pauvres du voisinage, il visitait les malades. Sa vie de famille était exemplaire.

La prétendue Réforme trouva en lui un adversaire résolu. Comme chancelier, il procéda aux mesures légales contre les novateurs [1]. Les lois du temps étaient rudes contre les hérétiques. On considérait surtout la nocivité de l'erreur et on la punissait en conséquence. Notre temps est sensible aux dégâts matériels, nullement aux dommages spirituels.

Mais More ne se contentait pas de sévir, il réfutait vigoureusement, il cherchait à convertir, à convaincre. Ses écrits contre Luther sont des modèles de belle prose anglaise et de controverse théologique.

En face d'un tel homme, la vie des autres saints du communisme apparaît si différente que c'est une prétention d'un comique irrésistible de placer Thomas More en leur société. Il faut toute l'outrecuidance ou l'ignorance d'un primaire marxiste pour camper le grand et glorieux martyr auprès de Marx et de Lénine.

[1] L'auteur que nous analysons ici, le Dr Wiedemann, dit qu'il poursuivit les partisans de Luther et de Calvin. Ce dernier mot est évidemment un lapsus de sa part. Il ne pouvait pas y avoir de partisans de Calvin en Angleterre, au temps où More était chancelier, pour cette bonne raison que de 1529 à 1532 Calvin était encore catholique et à peine en marche vers l'hérésie. Mais pour ce qui est de Luther, l'observation de Wiedemann est juste.